

RAPPORT DU SECRÉTARIAT EXÉCUTIF AU CONSEIL ET AU 17^e CONGRÈS DE L'UNION INTERNATIONALE DES ÉTUDIANT-E-S

Pour la période de février 1992 à mars 2000

INTRODUCTION

Entre 1989 et 1992, les unions membres ont travaillé à l'établissement d'un véritable mouvement syndical étudiant. Il a été admis qu'en général l'UIE devait devenir moins bureaucratique et qu'il ne fallait pas compter sur le financement gouvernemental si l'on voulait d'un mouvement étudiant vraiment indépendant. Par ses influences, un gouvernement non sympathique pourrait facilement détruire un syndicat étudiant, ou, sans le détruire, diluer le travail de l'organisation. Les délibérations du 16^e Congrès ont donc porté essentiellement sur la nécessité de faire de notre organisation, une organisation indépendante sur tous les plans dont le plan financier.

Lors du 16^e Congrès de l'Union internationale des étudiant-e-s (UIE) qui s'est tenue en janvier 1992 à Larnaca, à Chypre, l'organisation a entrepris d'apporter des changements importants et d'élaborer une nouvelle Constitution. Ces initiatives ont été adoptées pour jeter les bases d'une organisation étudiante internationale plus démocratique, représentative et indépendante.

Ces changements sont survenus à une époque de l'histoire forte en rebondissements qui ont ébranlé le monde entier. Tout spécialement, les politiques de la guerre froide se sont trouvées pratiquement éliminées avec la chute du rideau de fer. Un monde unipolaire l'a remplacé; un nouvel ordre mondial s'est installé, accompagné par la mondialisation qui a commencé à s'imposer sur la planète avec des conséquences désastreuses pour le Tiers Monde et toutes les communautés marginalisées. Les délibérations du 16^e Congrès ont donc surtout porté sur l'analyse des répercussions de ces événements sur l'éducation et les étudiant-e-s. Nous avons donc adopté un certain nombre de résolutions pour répondre à ces problèmes inquiétants.

Les membres de l'Union internationale des étudiant-e-s doivent saluer la vision des représentant-e-s élus qui a entraîné les réformes conclues finalement à Larnaca. Toutefois, ils ne peuvent fermer les yeux sur tout ce qui a cloché dans la mise en oeuvre de ces réformes. Cette rencontre donne aux membres du mouvement étudiant l'occasion de rebâtir et de renforcer l'organisation pour affronter l'environnement de plus en plus hostile à l'échelle mondiale au sein duquel les étudiant-e-s étudient et travaillent.

ÉVÉNEMENTS MONDIAUX DEPUIS LE 16^e CONGRÈS

Un certain nombre d'événements qui se sont produits depuis le 16^e Congrès de l'UIE offrent une note d'encouragement. Finalement, l'apartheid colonial est chose du passé en Afrique du Sud. Les populations de l'Europe de l'Est jouissent maintenant d'une certaine forme de démocratie. Le processus de rétablissement de la paix au Moyen Orient demeure précaire, mais ne perd pas de vue l'objectif principal. Dans les pays du sud, grâce aux luttes populaires, les gouvernements démontrent davantage une responsabilité publique qu'auparavant. En fait, les dictatures militaires, qui constituaient la principale forme de gouvernement dans de nombreuses parties du monde, disparaissent maintenant en faveur de gouvernements plus représentatifs. Partout dans le monde, des mouvements se réunissent pour lutter contre les accords commerciaux mondiaux. Ces efforts,

dont l'opposition à l'Accord multilatéral sur l'investissement et à l'Organisation mondiale du commerce, remportent un certain succès.

Et pourtant, en même temps, la poursuite mondiale des intérêts économiques de quelques-uns ont fomenté des troubles civils. Certains de ces événements malheureux ont même atteint des proportions fascistes, à la grande consternation de ceux qui avaient de l'espoir à l'aube du 21^e siècle. Les troubles et le génocide qui se sont abattus sur le Rwanda, la région des Balkans, le Timor oriental et la Tchétchénie dépassent en brutalité et en gravité les conflits qui perdurent dans des pays comme le Sri Lanka et l'Angola. Ces événements nous rappellent que les chefs du complexe militaire industriel mondial n'ont rien retenu des deux guerres mondiales qu'a connues notre siècle.

La mondialisation de l'économie continue de se rapprocher de son objectif qui est de faire passer les profits avant les considérations humaines, même si les campagnes populaires menées à l'échelle du monde ont permis de faire avorter toutes les tentatives sérieuses d'établissement de nouveaux accords commerciaux mondiaux. On a délibérément écarté les politiques axées sur le facteur humain en alléguant que les gros capitaux et une économie mondiale axée sur le marché peuvent donner à tous des possibilités meilleures que toute initiative ou politique nationale indépendante. La libéralisation du commerce est donc reconnue mondialement, et ce sont les multinationales et les sociétés qui, avec leurs copains politiques occidentaux, tiennent les rênes. Une vague de politiques d'ajustement structurel mises en oeuvre par des organisations comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et d'autres organismes « donateurs » ont englouti les pays du sud. Les pays industrialisés ont également cédé aux pressions du marché mondial des capitaux et adopté de fait des politiques d'ajustement structurel, comme les coupures massives dans les dépenses sociales et les programmes publics.

Tant que les avantages de l'ajustement structurel demeureront une priorité du marché mondial des capitaux, il sera difficile d'exposer les énormes coûts sociaux de ces politiques. Dans de nombreux cas, les effets n'ont jamais été documentés de manière adéquate. Là où ils ont été documentés grâce aux efforts déployés par des organisations non gouvernementales (ONG), le monde occidental n'a pas tenu compte des avertissements. L'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui a récemment tenté de convoquer des réunions préparatoires à Seattle aux États-Unis pour sa soi-disant Ronde de pourparlers commerciaux du millénaire, n'a pas hésité à présenter un ordre du jour néo-libéral malgré les protestations populaires massives de diverses personnes et organisations.

La politique néo-libérale actuelle compromet sérieusement la qualité de vie partout dans le monde. On a enregistré des coupures draconiennes dans tous les secteurs sociaux, dont l'éducation, presque sans exception. Tout au long des années 1990, la commercialisation de l'éducation est devenu à la mode en Amérique du Nord et partout en Europe et les politiques d'éducation gratuite de nombreux pays ont été abolies. En Amérique latine, en Asie et en Afrique, la commercialisation de l'éducation et d'autres services sociaux de base a non seulement la cote, mais est également utilisée pour retarder le développement individuel et les nombreuses possibilités de croissance sociale. Presque partout, l'éducation (surtout l'enseignement supérieur) devient rapidement un « produit du marché libre ».

Devant de telles attaques concertées menées contre les études supérieures et la démocratie, les voix des étudiant-e-s dénoncent avec force les dangers de la commercialisation de l'éducation. Les étudiant-e-s continuent de reconnaître qu'un syndicalisme étudiant organisé, surtout à l'échelle mondiale, est crucial aujourd'hui. Seul un mouvement *internationale* et *combatif* peut monter une opposition efficace au fondamentalisme quichottesque du libre marché et de ses principaux bénéficiaires. Déjà, de telles luttes sont menées : les étudiant-e-s et les professeur-e-s de la *Universidad nacional autonoma de México* ont fait la grève pendant plusieurs mois, se battant contre la Banque mondiale qui essayait d'éliminer la politique nationale d'enseignement gratuit et d'anéantir les efforts déployés pour la démocratie et l'équité au Mexique. Un bon nombre d'étudiant-e-s, parmi les dizaines de milliers de protestataires, ont éminemment contribué à mettre un terme aux réunions de l'Organisation mondiale du commerce à Seattle. Des étudiant-e-s d'Indonésie ont participé aux efforts visant à faire tomber la dictature de Suharto. Il appartient à l'Union internationale des étudiant-e-s de rassembler tous ces mouvements pour que le pouvoir étudiant puisse être magnifié grâce à la communication et à l'organisation à l'échelle mondiale.

CAMPAGNES ET TRAVAIL DE SOLIDARITÉ

Introduction

Les campagnes ou les plates-formes thématiques de l'UIE, dont l'intensité et les sujets varient, visent à sensibiliser le grand public et à attirer l'attention sur certains problèmes. Elles sont un reflet des réalités et des priorités politiques du moment. Les campagnes s'appuient sur le soutien et l'engagement des membres, car pour atteindre ses objectifs une campagne ne peut être menée à partir du bureau central. Le Conseil et le Secrétariat exécutif s'occupe de la production de documents et informent les unions membres de l'état des travaux, tandis que les unions membres se chargent de la mise en oeuvre du travail aux paliers local et régional. Lors du 16^e Congrès, les membres ont adopté les campagnes et les plates-formes thématiques suivantes : la paix, le désarmement et la sécurité, le développement et la solution aux problèmes mondiaux; la protection de l'environnement; les questions associées au SIDA, à la drogue, à la planification familiale et à la santé des étudiant-e-s; l'impact des dettes extérieures; l'alphabétisation et les droits de la personne et les libertés démocratiques.

Les deux années qui ont suivi le 16^e Congrès (1992-1994) se sont avéré productives du fait que les membres du Secrétariat exécutif ont travaillé pour s'acquitter de leur mandat. Cependant, la diminution des ressources dont disposait l'organisation a vite fait d'avoir des répercussions sur la qualité du travail des campagnes dans lequel le Secrétariat était en mesure de s'engager. Voici un résumé du travail entrepris par l'organisation.

Travail dans les régions

Dans la plupart des régions, l'UIE a tenu des séminaires ou des ateliers sur les thèmes communs aux unions membres de ces régions. On a abordé les questions de l'éducation et des droits étudiants, de l'environnement et du développement ainsi que du communalisme et du fondamentalisme religieux. Voici quelques-uns des événements organisés :

- Forum de l'Amérique Latine et des Caraïbes sur l'enseignement supérieur, la coopération et le développement, novembre 1992, Mar del Plata, Argentine

- Séminaire étudiant international sur l'enseignement supérieur, les droits de la personne et la paix en Amérique centrale, avril 1993, Guatemala City, Guatemala
- Conférence des étudiant-e-s de l'Afrique du Sud sur l'éducation et le développement durable, juin 1993, Windhoek, Namibie
- Séminaire étudiant de l'Afrique de l'Ouest sur l'environnement et le développement durable : le rôle des étudiant-e-s, septembre 1993, Niamey, Niger
- Séminaire étudiant international sur la réforme de l'éducation et le fondamentalisme religieux, septembre 1993, Tripoli, Lybie
- Atelier des étudiant-e-s d'Asie sur l'éducation et le communalisme, 1993, Dhaka, Bangladesh
- Séminaire des étudiant-e-s d'Asie centrale sur les droits de la personne et les droits étudiants, mai 1993, Mongolie
- Mission d'enquête à Haïti sur la violation des droits étudiants, juin 1993, Haïti
- Réunions consultatives de la plate-forme consultative des pays européens, nord-américains et autres pays industrialisés (CENAC) – 1992, Prague, République tchèque; 1994, Dusseldorf, Allemagne; 1997, Prague, République tchèque.

Au cours de cette période, l'UIE travaillait en collaboration étroite avec les organismes pertinents des Nations Unies, et jouissait d'une crédibilité étendue à l'échelle internationale. En fait, l'UIE est pour quelque chose dans les consultations qui ont eu cours entre les organisations non-gouvernementales (ONG) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). L'UIE a également participé à d'autres forums et conférences de l'UNESCO, du Conseil économique et social (ECOSOC), ainsi qu'à des événements de la Conférence des organisations non-gouvernementales (CONGO). Voici quelques-uns des principaux événements des Nations Unies et autres événements internationaux auxquels l'UIE a participé :

- Sommet de la Terre : Conférence des Nations Unies sur le développement durable – 1992, Rio, Brésil
- Conférence des Nations Unies sur les droits de l'homme – 1993, Vienne, Autriche
- Conférence des Nations Unies sur la population – 1994, Caire, Égypte
- Sommet social des Nations Unies – 1995, Copenhague, Danemark
- 10^e anniversaire de l'Année internationale de la jeunesse, et 50^e anniversaire des Nations Unies – 1995, Genève, Suisse
- Réunion informelle de Genève (RIG) – 1993
- Troisième, quatrième et cinquième consultations collectives de l'UNESCO/ONG

Au cours de la deuxième moitié des années 1990, la collaboration avec les organismes des Nations Unies et des organisations amicales a beaucoup diminué en raison de nos ressources limitées. Le soutien accordé par des unions membres comme GUSPLAJ-Libye, FCEE-Canada, FEUQ-Québec et FZS-Allemagne a permis à l'UIE d'envoyer des représentant-e-s à certains événements importants. En voici quelques-uns :

- Le Forum des Nations Unies pour la jeunesse – 1996, Vienne, Autriche;
- Le Festival de la jeunesse et des étudiants – 1997, La Havane, Cuba;
- Le Forum mondial de la jeunesse/Forum des Nations Unies pour la jeunesse – 1998, Braga, Portugal;
- La Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur à Paris, France, 1998.

COMMUNICATIONS

Des comptes rendus des séminaires susmentionnés ont été publiés dans des brochures et distribués aux organisations participantes et aux partenaires. À ces brochures s'ajoutent d'autres publications régulières parues de 1992 à 1995, dont *Le Courrier de l'UIE*, le «*Monitor*» sur les droits des étudiants et *La Lettre des femmes*. Malgré les obstacles à la communication, nous avons produit de 1997 à 1999 des lettres circulaires régulières, des bulletins *Le Courrier de l'UIE* et une brochure exposant les droits et les obligations des unions membres et du Secrétariat exécutif. En vue du 17^e Congrès, nous avons procédé à quatre envois postaux, et avons invité diverses organisations à nous soumettre des articles à publier dans le Bulletin.

Le Secrétariat exécutif, compte tenu de sa situation financière difficile, s'est vu dans l'obligation d'explorer d'autres mécanismes pour communiquer avec les groupes intéressés. FZS/Allemagne et FCEE/Canada nous ont beaucoup aidés par leurs contributions financières à nos efforts de communication (appels interurbains, conférences téléphoniques, télécopies, courriels, envois postaux) ou en communiquant directement avec d'autres unions membres. Grâce aux efforts de tous les membres du Secrétariat exécutif, la base de données des contacts pour les unions membres et les organismes amis a fait peau neuve. Le Secrétariat exécutif a également profité de conférences importantes pour discuter avec les unions membres de la crise et des moyens d'y remédier. Il s'agit entre autres du Forum des Nations Unies pour la jeunesse à Vienne en 1996, du Festival de la jeunesse et des étudiants à La Havane en 1997, du Festival mondial de la jeunesse à Costa Caparica au Portugal en 1998, du Congrès de l'OCLAE à Brasilia en 1998 et de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur à Paris en 1998. FZS/Allemagne, FCEE/Canada, FEUQ/Québec et GUSPLAJ/Lybie ont financé la participation d'une délégation du Secrétariat exécutif à ces événements.

Malgré les échanges positifs qui ont eu lieu au cours de ces consultations, la plupart des unions membres doivent maintenant traduire leur engagement par un soutien concret à l'UIE. Même si un grand nombre d'unions membres ont elles aussi des obligations financières à respecter, il est encourageant de constater qu'elles continuent de croire aux idéaux de l'UIE et au bien-fondé d'un syndicalisme étudiant international.

Tout au long de la crise financière actuelle, le Secrétariat exécutif a persévéré et la communication avec les unions membres et les autres organisations demeure pour lui une priorité. Dans des circonstances très difficiles, une série de lettres circulaires ont été envoyées aux unions membres, pour leur donner une description très réaliste des difficultés rencontrées, mais cela n'a pas eu les résultats escomptés. Nous avons créé un site Web (URL : <http://www.stud.uni-hannover.de/gruppen/ius>) en 1997 afin de faciliter la communication entre le Secrétariat exécutif et ses groupes membres. Cela a pu se faire grâce à l'aide généreuse du syndicat étudiant local (AStA) de l'université de Hanovre. Ce site comprend beaucoup de renseignements historiques et constitutionnels sur l'UIE, des lettres circulaires que vous pouvez télécharger, un mécanisme de demande de renseignements, une liste d'envoi, des archives sur le Web, et des formulaires d'inscription en direct aux réunions du Conseil et au 17^e Congrès. Grâce à ces moyens, il a été possible de faire circuler une quantité limitée d'information, ce qui a permis à l'organisation de se refaire une image publique.

RECRUTEMENT DE NOUVEAUX MEMBRES

Tout au long des années 1990, le Secrétariat exécutif n'a pas cessé d'essayer de consolider ses relations avec les unions membres. Le Secrétariat exécutif a tenu des réunions régulières avec les membres afin d'assurer la liaison entre les unions membres et les représentant-e-s élus de l'UIE. Le Secrétariat exécutif a également fait la promotion de la coopération avec les syndicats étudiants non membres, dans le cadre de ses efforts pour recruter de nouveaux membres. Compte tenu de ce travail et des réformes entreprises lors du 16^e Congrès, un nombre important de syndicats étudiants nationaux ont renouvelé leur intérêt à l'endroit de l'UIE et certains ont même adhéré à notre organisation.

Le Secrétariat exécutif se fait une priorité d'assister aux événements nationaux des unions membres. Voici quelques-uns des congrès et assemblées générales des unions membres auxquels le Secrétariat a assisté :

- SASCO/Congrès de l'Afrique du Sud – 1992, Johannesburg, Afrique du Sud;
- FCEE/Canada – 1992, Ottawa, Canada;
- POFNE/Congrès de Chypre – 1993, Chypre;
- UNE/Congrès du Brésil – 1993, Brésil;
- AISF/Congrès de l'Inde – 1993, Inde; et
- Assemblée générale de FZS – 1992, 1999, Allemagne.

En outre, le Secrétariat exécutif a assisté à une série de séminaires et de réunions du conseil des unions nationales d'étudiant-e-s en Europe (ESIB) entre 1992 et 1999.

Malgré des ressources financières limitées, le Secrétariat exécutif a tenu une réunion du Comité constitutionnel de l'UIE au siège social à Prague du 14 au 16 avril 1993. Le Secrétariat exécutif a doté cette rencontre de l'aide technique pertinente et a facilité le travail. La réunion du Comité de contrôle financier s'est également tenue au siège social du 17 au 19 mars 1993. Le Secrétariat exécutif a aussi accueilli les délégations d'un certain nombre d'unions membres, de membres éventuels et d'autres organisations amies, régionales ou internationales dont :

- LSVB/Les Pays-Bas : représentée par Henk Thomassen, 1993;
- CCYS/Yemen : représentée par Adel Bakili, 1993;
- UNEL/Luxembourg : délégation de trois personnes dirigée par Frank Engel, 1993;
- UNEA/Algérie : délégation de deux personnes dirigée par Ahmed Balacein, 1993 et 1994;
- ACSTF/Chine : délégation de deux personnes dirigée par Chen Ci, 1993;
- CJD/Inde : délégation de quatre personnes dirigée par Syed Husain Waheed, 1993;
- FEU/Cuba : délégation de deux personnes dirigée par Carmen Rosa, 1993;
- USI/Irlande : délégation de deux personnes dirigée par Tom Duke, 1993;
- SASCO/Afrique du Sud : délégation de trois personnes dirigée par Robinson Ramaite, 1993;
- OCLAE/Amérique latine et Caraïbes : représentée par Sergio Vigoa, 1993; et
- La directrice de ESIB, Sarah Adams, 1993; et
- Une délégation de NSUM/Macédoine, 1993.

Malgré tous les contacts entre le Secrétariat exécutif et les unions membres, peu de syndicats ont entretenu des communications régulières avec le Secrétariat exécutif et pratiquement aucun n'a versé ses cotisations à l'UIE. Cette apathie qui ne cesse de grandir chez les groupes membres de l'UIE a eu pour effet d'isoler les dirigeants de l'organisation des unions membres.

AFFAIRES INTERNES

Composition du Secrétariat exécutif

Le 16^e Congrès a adopté des modifications constitutionnelles pour que l'on puisse ajouter un treizième membre au Secrétariat exécutif et a tenu des élections pour les postes du Secrétariat. Les membres suivants ont été dûment élus pour des mandats qui devaient être de quatre ans :

Président	Manish Tewari NSUI/Inde
Secrétaire général	Moeti Mpuru SASCO/Afrique du Sud
Trésorier	Leslie Rivas UNEN/Nicaragua
Secrétaire de la publicité, de l'information et des communications (DPIC)	Zakaria Abdourahamane USN/Niger
Secrétaire des contacts avec les organismes internationaux (DCIO)	Ali Shuaibi GUPS/Palestine
Secrétaire de la liberté d'enseignement et des droits étudiants (DASR)	Marcelo Ferreira FUA/Argentine
Secrétaire de l'éducation (DED)	Wilson Pesh PGNUS/ Papouasie Nouvelle-Guinée
Secrétaire de l'égalité et des droits des femmes (DIWER)	Allison Lewis FCEE/Canada
Secrétaire de l'Afrique (AFCOP)	Pius Dakora NUGS/Ghana
Secrétaire de l'Asie et du Pacifique (ASPACOP)	Nasir ud Duza BSU/Bangladesh
Secrétaire des pays européens, nord-américains et autres pays industrialisés (CENAC)	Rainer Gehnen FKS/Allemagne
Secrétaire du Moyen Orient et des pays arabes (MEAC)	Fayssal Mekdad NUSS/Syrie
Secrétaire de l'Amérique Latine et des Caraïbes (LACC)	Rogelio Polanco Fuentes FUA/Cuba

Peu de temps après les élections, Samwin Banienuba de NUGS/Ghana a remplacé Pius Dakora comme Secrétaire de l'Afrique et Robert Lakaki de PGNUS, Papouasie-Nouvelle-Guinée a remplacé Wilson Pesh comme Secrétaire de l'éducation.

Malheureusement, la stabilité de l'UIE a été compromise par une série de démissions. Le président d'alors nouvellement élu a quitté Prague deux semaines après avoir accepté son poste à l'été de 1992. Toutefois, le Secrétariat exécutif n'en a été officiellement informé qu'au début de 1993, lorsqu'il a reçu la démission par télécopieur. En outre, le Secrétaire de l'éducation a quitté Prague moins de deux mois après son arrivée. Au début de 1995, l'UIE n'avait plus l'argent nécessaire pour soutenir les membres du Secrétariat exécutif. Ne disposant d'aucun moyen de survie à Prague, la plupart, dont le Secrétaire général, Moeti Mpuru, ont démissionné ou abandonné leur poste et regagné leur pays d'origine.

En 1996, seuls trois membres du Secrétariat exécutif, soit le trésorier, le Secrétaire de l'Afrique et le Secrétaire de la publicité, de l'information et des communications, étaient encore en poste. L'absence du Président et du Secrétaire général en particulier ont placé l'organisation dans une position précaire sur le plan juridique. Ces postes vacants empêchaient l'UIE d'exercer ses pouvoirs juridiques avec les autorités tchèques et d'autres parties.

Sans argent et les rangs du Secrétariat exécutif étant décimés, l'UIE n'a pu organiser son Congrès qui aurait dû se tenir en 1996. Nous avons plutôt invité toutes les organisations élues au Secrétariat exécutif, dont les représentant-e-s accrédités avaient quitté leur poste, à discuter de cette question urgente le 26 août 1996, lors du 50^e anniversaire de l'UIE. Malheureusement, seule l'Union nationale des étudiant-e-s de Syrie (NUSS/Syrie) a répondu à l'appel. On a alors décidé

que le Secrétaire de la publicité, de l'information et des communications agirait comme Président intérimaire et que le Secrétaire de l'Afrique assumerait à titre provisoire les fonctions de Secrétaire général. La décision a été par la suite communiquée à tous les membres du Comité constitutionnel qui ont approuvé les nominations jusqu'à la tenue d'un forum constitutionnel pour régler la question. Toutes les unions membres ont été dûment informées des nominations par une lettre circulaire datée du 10 septembre 1996.

Même si FZS a abandonné son poste, cette organisation a proposé UNEF-ID-France comme remplaçante. Guillaume Houzell a été nommé pour combler le poste en 1994 et remis sa lettre de démission en 1996. Toutefois, en 1997, FZS/Allemagne et FCEE/Canada, qui sont respectivement responsables des postes de Secrétaire des pays européens, nord-américains et autres pays industrialisés et Secrétaire de l'égalité et des droits des femmes, ont vu à doter ces postes de nouveaux représentant-e-s. Ceux-ci ont travaillé à partir de leur pays d'origine, mais se sont rendus régulièrement à Prague pour s'acquitter de leurs obligations.

Au début de 1998, le Trésorier a démissionné de son poste et regagné le Nicaragua. De même, en mars 1998, GUSPLAJ, l'organisation assumant la présidence du Comité constitutionnel, a posté un représentant à Prague dans un effort pour revitaliser l'organisation. Il s'agissait de fournir une aide financière (en nature et en argent) pour les divers aspects des opérations quotidiennes, d'aider à maintenir le contact avec les unions membres et d'aider aux préparatifs pour le 17^e Congrès.

Au début de ce 17^e Congrès, les membres du Secrétariat exécutif sont le Président intérimaire Zakaria Abdourahamane (USN/Niger); le Secrétaire général intérimaire Samwin Banienuba (NUGS/Ghana); le Secrétaire des pays européens, nord-américains et autres pays industrialisés Ingo Jaeger (FZS/Allemagne); et la Secrétaire de l'égalité et des droits des femmes Elizabeth Carlyle (FCEE/Canada).

FINANCES

Pendant la plus grande partie de son existence, l'UIE a beaucoup compté sur le soutien financier des unions membres de l'Europe de l'Est qui étaient pour leur part soutenues financièrement par les gouvernements d'Europe de l'Est. Au nombre des autres sources de revenu, notons le Bureau international de tourisme étudiant (BITE) géré par l'UIE, la Carte internationale d'étudiant-e de l'UIE et l'Hôtel Juventus, une auberge de jeunesse à Prague.

Au début des années 1990, les unions membres de l'Europe de l'Est ont cessé de contribuer. En 1991, la situation financière de l'UIE est devenue encore plus précaire avec la perte de l'Hôtel Juventus, une auberge de jeunesse à Prague, qui générait des revenus pour l'organisation. Avec la mise en oeuvre de la politique tchèque de restitution, le propriétaire antérieur a repris possession de cet immeuble. En outre, le BITE devait faire face à une concurrence féroce, un grand nombre de ses clients ayant créé leur propre agence de voyages.

Pour composer avec cette perte de revenu, le Secrétariat exécutif a proposé toute une série de mesures, adoptées lors du 16^e Congrès, afin de réduire les coûts et de trouver d'autres sources de revenu. Dans cette optique, on a d'ailleurs réduit à treize le nombre de membres du Secrétariat exécutif, décidé que les secrétaires régionaux allaient travailler à partir de leur région respective,

réduit d'autres dépenses administratives, transféré certaines dépenses aux unions des régions et établi un nouveau système de cotisations (montant à négocier avec chaque union membre).

Le budget de 1992, présenté lors du 16^e Congrès, faisait état de revenus se chiffrant à 550 000 \$ américains, dont 200 000 \$ générés par le BITE, 160 000 \$ générés par la location de l'immeuble, 75 000 \$ générés par la vente de la Carte internationale d'étudiant (ISIC) et 85 000 \$ générés par les cotisations et les dons.

À la fin de 1992, l'UIE faisait déjà face à une grave crise financière. La plupart des revenus attendus ne se sont pas matérialisés. Pratiquement aucune union membre n'a payé ses cotisations. Les revenus de la carte internationale d'étudiant ISIC ont été retenus par la Confédération internationale de voyages pour étudiants (CIVE). Le BITE a perdu de l'argent (et a dû fermer pour de bon dans l'année qui a suivi) et la location de l'immeuble a généré beaucoup moins de revenus que nous ne l'avions projeté. En outre, les coûts en République tchèque commençaient à augmenter sérieusement.

La crise financière a continué de s'aggraver l'année suivante. Vers la fin de 1993, les réserves financières de l'UIE étaient épuisées et très peu d'argent continuait d'entrer. Entre-temps, l'UIE a continué d'assumer les dépenses de base du Secrétariat exécutif, du personnel et de l'immeuble ainsi que les dépenses associées au programme de l'UIE.

Le Secrétariat exécutif a décidé, compte tenu de la situation de crise, de chercher un acheteur pour l'immeuble qui appartenait à l'UIE à Prague et de déménager ses opérations à La Haye aux Pays-Bas. On croyait pouvoir tirer 10 000 000 \$ américains de la vente de l'immeuble et on avait prévu de se servir d'une petite partie de ce montant pour éponger les dettes de l'UIE et de placer le reste en fiducie pour financer les futures activités de l'UIE. On n'a toutefois pas trouvé d'acheteur pour l'immeuble et le Secrétariat exécutif n'a pas réussi à obtenir l'approbation des membres pour déplacer les opérations à La Haye.

Au cours de l'année 1994, la situation financière de l'UIE devenait de plus en plus précaire. On a informé les unions membres de la situation critique de l'UIE crise par le biais de lettres circulaires dans lesquelles nous les exhortions à payer leurs cotisations. Malheureusement, cette correspondance n'a pas eu les résultats escomptés. Nos obligations financières insatisfaites vis-à-vis de notre personnel ont commencé à s'accumuler. Il est devenu impossible de payer les frais de télécommunication, d'électricité, de gaz, d'eau, de soins médicaux et de location pour les appartements des membres du Secrétariat exécutif qui demeuraient toujours à Prague. Nos dettes liées à l'administration et aux communications se sont accumulées, tout comme les diverses taxes et autres dépenses associées à l'immeuble. Il nous est devenu très difficile de poursuivre nos activités quotidiennes de base et d'organiser des événements dans notre poursuite des nobles objectifs de l'organisation. Le Secrétariat exécutif a finalement dû emprunter de l'argent pour alléger les pressions financières les plus immédiates.

Au début de 1995, tous les services ont été coupés à l'immeuble, ce qui a rendu impossible l'exécution de tout travail. Les quelques membres du Secrétariat exécutif qui étaient toujours à Prague ont été contraints de trouver un emploi à temps partiel pour assurer leur survie. On a dû interrompre presque toutes les activités de l'UIE. À ce moment-là, les dettes de l'UIE se chiffraient à environ 350 000 \$ américains et l'organisation ne disposait pas de liquidités. Le Secrétariat

exécutif a continué d'emprunter pour s'acquitter de ses obligations financières urgentes, mais les sources se sont bientôt taries.

Même si les opérations de l'UIE en étaient au point mort, ses obligations financières continuaient d'augmenter. L'UIE avait des arriérés de loyer pour les appartements occupés par les membres du Secrétariat exécutif encore à Prague et pour les appartements laissés vacants qui avaient été occupés par les membres démissionnaires du Secrétariat. Incapable de payer les arriérés de loyer, l'UIE a continué d'accumuler les nouveaux loyers ainsi que les pénalités associées à ces dettes à l'égard de tous les appartements, même si la plupart des appartements étaient inoccupés. Sans argent, l'UIE était incapable de payer les dettes pour les téléphones installés dans l'immeuble de l'UIE et dans les appartements des membres du Secrétariat exécutif qui étaient encore là ou déjà partis. Toutes les lignes téléphoniques avaient été débranchées à la fin de 1995, mais les frais réguliers et les nouvelles pénalités continuaient de s'accumuler parce que les frais antérieurs n'avaient pas été réglés. Ne disposant d'aucuns fonds, l'UIE ne pouvait pas verser les indemnités de licenciement imposées par la loi tchèque en cas de mise à pied des employé-e-s. L'UIE a donc continué d'encourir des frais pour les salaires mensuels, l'assurance-maladie et la sécurité sociale de certains employé-e-s. Les impôts fonciers et les pénalités à l'égard des impôts fonciers impayés ont continué d'être prélevés. Au cours des cinq dernières années, la dette de l'UIE a augmenté jusqu'à environ 750 000 \$.

Entre-temps, les seules unions membres à s'être acquittées de leurs cotisations sont FCEE/Canada, FZS/Allemagne et GUSPLAJ/Lybie. Ces cotisations, d'environ 30 000 \$ depuis 1995, dont les 20 000 \$ de GUSPLAJ (consacrés aux préparatifs du 17^e Congrès) ont été surtout utilisés pour payer les frais juridiques, financer certaines dépenses de base des membres du Secrétariat basés à Prague et effectuer de petits paiements aux crédateurs les plus vindicatifs.

L'immeuble administratif : Plan de génération de revenus

Au début des années 1970, l'UIE a construit son nouveau siège social à Prague, un immeuble de sept étages au centre-ville. Au début des années 1990, la location d'espaces dans l'immeuble était l'une des rares sources de revenu de l'UIE. Toutefois, en 1994, tous les locataires avaient quitté l'immeuble. Lorsque l'on a coupé le chauffage, l'éclairage et l'eau en 1995, le Secrétariat exécutif ne pouvait plus attirer de nouveaux locataires. Dans les années qui ont suivi, l'immeuble s'est détérioré. Nous devons maintenant injecter près de 800 000 \$ pour réparer et rénover l'immeuble afin de le rendre commercialement viable.

Malgré son état, l'immeuble demeure l'actif le plus précieux de l'UIE. L'utilisation commerciale de l'immeuble pourrait assurer un revenu constant à l'UIE. Malheureusement, la première tentative de développement commercial s'est soldée par un échec. En 1995, le Secrétariat exécutif a signé un contrat de location avec Ertl, une entreprise de Prague. Un représentant de l'organisation président le Comité de contrôle financier a été témoin de la signature du contrat. Malheureusement, l'entreprise n'a pas respecté les clauses financières du contrat et n'a pas remis ses paiements comme convenu. Le Secrétariat exécutif s'est vu dans l'obligation de se retirer du contrat. L'entreprise n'a pas accepté notre décision, ce qui a donné lieu à de longues poursuites judiciaires. La cause s'est finalement réglée, en faveur de l'UIE, vers la fin de 1999. Toutefois, nous avons

ainsi perdu de nombreuses occasions de louer l'immeuble pendant toute la durée des procédures judiciaires.

L'an dernier, le Secrétariat exécutif a commencé à solliciter des offres à des partenaires éventuels qui disposaient de fonds suffisants pour réparer et rénover l'immeuble afin de pouvoir procéder au développement commercial. Après avoir reçu plusieurs propositions, des négociations ont été amorcées avec Multys, une entreprise de promotion immobilière basée à Prague.

Le mois dernier, le Secrétariat exécutif a mis la dernière main à une entente avec cette entreprise. Selon les modalités de cette entente, l'UIE gardera le 6^e étage, une salle de réunion au rez-de-chaussée et un espace d'entreposage adéquat. Les autres étages de l'immeuble seront loués à Multys pour 20 ans. Multys assume l'entière responsabilité des travaux de réparation et de rénovation de l'immeuble et du développement de son potentiel commercial. L'UIE recevra 32 000 \$ américains par mois, ou 384 000 \$ par année, pendant les trente-six premiers mois de l'entente et 44 000 \$ par mois ou 528 000 \$ par année, par la suite. Le paiement annuel augmentera de 2 % par année après cinq ans. Multys paiera la location annuelle pour le terrain sur lequel est construit l'immeuble et assumera tous les frais d'entretien et d'amélioration de l'immeuble pendant la durée du bail.

Actuellement, la République tchèque impose une taxe de 42 % sur tous les revenus gagnés par les organismes à but non lucratif comme l'UIE. Donc, l'UIE réalisera seulement un bénéfice net annuel de 222 720 \$ américains durant les trois premières années du bail. En outre, l'UIE doit s'acquitter de sa dette actuelle qui s'élève à environ 750 000 \$. Pour s'en acquitter en sept ans, compte tenu des pénalités supplémentaires qui s'accumuleront au cours de cette période, il faudra prévoir une allocation annuelle d'environ 150 000 \$. Donc, aux termes de cette entente, nous ne disposerons par année que de 72 000 \$ pour les trois prochaines années, et de 156 000 \$ pour les quatre années subséquentes. Néanmoins, cette entente permettra à l'UIE de jouir d'un revenu stable, ce qui a fait défaut depuis le 16^e Congrès.

Malheureusement, le contrat n'entrera pas en vigueur et nous ne recevrons aucun paiement de loyer tant que nous n'aurons pas réglé un autre problème. En décembre, des faussaires de Prague ont déposé des faux documents aux autorités tchèques contestant la propriété de l'immeuble par l'UIE. Les faussaires, qui ont organisé l'opération, ont détenu sous de faux prétextes le Président intérimaire et le Secrétaire général intérimaire en se faisant passer pour des agents de police. Ils ont offert à chacun des représentant-e-s de l'UIE 100 000 \$ américains et la nationalité hollandaise contre leur collaboration en vue du transfert illégal de l'immeuble, mais les deux représentants ne se sont pas laissés acheter. Récemment, la police a arrêté une personne reliée à cette affaire. Toutefois, la propriété de l'immeuble ne peut être rétablie tant que l'enquête policière ne sera pas terminée. Le Secrétariat exécutif ne s'attend pas à recevoir les premiers loyers avant le début de l'an 2001.

Situation de la Carte internationale d'étudiant-e

Pendant de nombreuses années, l'UIE a émis une Carte internationale d'étudiant-e (ISIC -- qui était surtout vendue dans les pays socialistes). Cette carte était un moyen de reconnaissance et de revenu précieux pour l'UIE. Au cours de la même période, la Confédération internationale de

voyages pour étudiants (CIVE) produisait une carte similaire, mais distincte, vendue surtout par les unions nationales d'étudiant-e-s et leurs agences de voyages dans les pays industrialisés de l'Occident.

En 1989, l'UIE et la CIVE ont convenu de fusionner leurs deux programmes. Il a alors été convenu que la CIVE assumerait la responsabilité de toutes les opérations techniques et administratives du programme de la carte. L'UIE devait recevoir 120 000 francs suisses par année (soit environ 75 000 \$ américains) et la CIVE devait recevoir tous les autres revenus associés à la vente de la carte. L'UIE et la CIVE devaient établir un comité conjoint chargé de superviser le fonctionnement de ce programme. Il était également convenu que la CIVE allait accorder la même importance à l'UIE et à la CIVE sur le recto de la carte.

Malheureusement, après avoir remis quelques paiements conformément à l'entente conclue, la CIVE a décidé unilatéralement de réduire le paiement annuel versé à l'UIE. Depuis 1992, la CIVE n'a remis aucun montant à l'UIE. De plus, la CIVE a retiré le logo de l'UIE de la carte après 1994. Depuis déjà quelque temps, la CIVE refuse d'avoir un dialogue significatif avec l'UIE sur la question.

Une grande partie du problème est attribuable à la nature même de la CIVE. À l'origine, la CIVE était une confédération de syndicats étudiants nationaux exploitant des services de voyages pour étudiant-e-s. Au fil des ans, la plupart des syndicats étudiants ont perdu le contrôle de leurs services de voyages et se sont retirés de la CIVE. Aujourd'hui, la CIVE est contrôlée par une poignée de grosses agences de voyages multinationales, motivées presque exclusivement par le profit, avec peu ou pas de liens avec le mouvement étudiant.

En juillet 1997, les représentant-e-s de l'UIE ont rencontré un représentant de la CIVE pour discuter de la situation. Cette réunion n'a rien donné de positif. Le Secrétariat exécutif a depuis demandé un avis juridique afin de pouvoir régler la situation. On lui a conseillé d'intenter des poursuites judiciaires quand sa situation financière le lui permettrait.

Événements constitutionnels

La Constitution et les Statuts de l'UIE prescrivent la tenue de réunions annuelles du Conseil de l'UIE, du Comité constitutionnel et du Comité de contrôle financier. La tenue du Congrès de l'UIE doit avoir lieu au moins une fois tous les quatre ans.

En raison des contraintes financières avec lesquelles devait composer l'organisation, le comité de contrôle financier et le comité constitutionnel ne se sont réunis qu'une seule fois à Prague, en mars et en avril 1993 respectivement. Il a été impossible d'organiser des événements constitutionnels, réunions du Conseil et Congrès, car l'UIE ne disposait pas des ressources nécessaires pour assurer la coordination de tels événements. Le fait de n'avoir pu organiser une rencontre constitutionnelle depuis 1992, année du dernier Congrès, est d'ailleurs une source de préoccupation pour le Secrétariat exécutif et la plupart des unions membres.

En 1993, UNE/Brésil a essayé de tenir une réunion du Conseil et a consacré beaucoup d'énergie et de ressources à la coordination de cet événement. Malheureusement, avant la réunion du Conseil, certains problèmes de logistique au Brésil nous ont obligés à annuler la rencontre.

Le Secrétariat exécutif a envisagé de tenir une réunion du Conseil à La Haye, aux Pays-Bas, en 1994, à l'époque où il envisageait de déménager son siège social. Cette réunion aurait permis aux unions membres d'inspecter par la même occasion le nouveau siège social. Le Secrétariat exécutif a examiné diverses options financières pour financer la réunion, mais n'a pas réussi à rassembler les fonds nécessaires et la réunion n'a pas eu lieu. Divers syndicats, membres et non membres, dont SASCO/Afrique du Sud, UNEA/Algérie, USI/Irlande, NSUM/Ancienne République yougoslave de Macédoine et ACEU/Colombie ont offert de tenir la réunion du Conseil mais, pour diverses raisons, aucune des propositions n'a pu être retenue.

Malgré le désir du Secrétariat exécutif et du Conseil de tenir les événements constitutionnels requis par la Constitution et les Statuts, ils n'ont pu le faire en raison du manque de ressources financières. Ce n'est que lorsque GUSPLAJ/Lybie a offert de tenir et de financer la réunion du Conseil et le 17^e Congrès que ces événements ont pu être organisés. Nous tenons donc à remercier GUSPLAJ/Lybie pour le généreux soutien offert à l'UIE.

Déménagement proposé du siège social

Il y a dix ans, un vent de changements a balayé l'Europe de l'Est, changeant énormément le climat politique de l'ancienne Tchécoslovaquie (RFTS). Le 22 novembre 1990, le gouvernement de la RFTS a, semble-t-il, décidé de « mettre un terme aux activités de l'UIE sur le territoire de la RFTS au 30 juin 1991 au plus tard ». Même si cette décision a été contestée par les dirigeants de l'UIE et révoquée le 4 avril 1991 par le Premier ministre fédéral, le 21 août 1991, le ministre fédéral de l'Intérieur a décidé que l'UIE ne pouvait continuer d'avoir son siège social en RFTS. Dans ce climat d'incertitude, le 16^e Congrès a demandé au nouveau Secrétariat exécutif d'explorer toutes les avenues possibles pour garder le siège social à Prague mais également d'envisager d'autres possibilités.

Le 11 novembre 1993, le Secrétariat exécutif a informé toutes les unions membres de son désir de déménager le siège social de l'UIE de Prague en République tchèque à La Haye aux Pays-Bas. Comme la Constitution et les Statuts de l'UIE ne permettent pas au Secrétariat exécutif d'autoriser unilatéralement un tel déménagement, le Secrétariat exécutif a demandé la tenue d'un référendum pour modifier l'article II de la Constitution de l'UIE afin que la réinstallation du siège social soit valide et exécutoire d'un point de vue constitutionnel.

Le fait d'être rejeté par le pays qui avait vu naître l'organisation a été très déstabilisant pour l'UIE. Toutefois, les membres du Secrétariat exécutif ne pensaient plus qu'à cette question de régie interne et les campagnes de l'organisation en ont souffert. Le Secrétariat exécutif a décidé à contre cœur de déménager dans un effort pour mettre un terme à ce climat d'incertitude. En fait, il a pris cette décision surtout parce qu'il craignait que les autorités tchèques l'empêchent du jour au lendemain de conserver son siège social à Prague.

Même si l'Espagne et la France ont offert d'accueillir le siège social, nous avons choisi La Haye surtout en raison du support que nous garantissaient le Ministre de l'éducation hollandais et la ville de La Haye. Ce soutien s'est traduit par l'indemnisation complète des frais de déménagement des meubles et des dossiers à La Haye, mais au bout du compte, cet avantage n'était pas suffisant pour justifier le déménagement. Même si l'UIE avait l'intention de se libérer de tout soutien gouvernemental, la mauvaise situation financière de l'organisation l'obligeait à accepter de telles conditions.

Le 20 décembre 1993 avait été choisi pour la clôture du scrutin référendaire et comme la majorité des unions membres n'avaient pas encore répondu à cette date, le délai de réponse a été prolongé jusqu'au 25 janvier 1994, puis jusqu'au 27 septembre 1994. Malgré ces prolongations et les nombreux rappels, le Secrétariat exécutif n'a pas reçu la majorité des deux tiers exigée par la Constitution pour que l'on puisse procéder à un amendement. Entre-temps, dans l'espoir que le référendum allait donner les résultats escomptés, une grande partie de l'équipement de bureau et des documents dont les archives de l'UIE avaient été déménagés du siège social vers La Haye. Le Secrétaire à la liberté d'enseignement et aux droits étudiants, Marcelo Ferreira, a déménagé à La Haye pour s'occuper du bureau et des biens de l'UIE. Malheureusement, il a démissionné de son poste par la suite et personne n'a été nommé pour assumer la responsabilité des biens de l'UIE. LSVB/Pays-Bas, qui avait donné beaucoup d'appui au moment de la réinstallation, a assumé la responsabilité des biens jusqu'à ce que les archives soient retournées à Prague grâce au soutien financier de FZS/Allemagne une fois connus les résultats du référendum.

Dans une télécopie datée du 3 novembre 1994, le Comité constitutionnel a été informé des résultats et de l'absence de mandat pour la réinstallation du siège social. La clause de la Constitution touchée n'a pas été modifiée et le Secrétariat exécutif a continué d'opérer à partir de Prague. Au fil du temps, nous avons pu constater que les autorités tchèques ne s'étaient jamais, indirectement ou directement, mis en travers des activités du siège social ou de ses fonctionnaires.

RENFORCER LA LUTTE : OBJECTIFS DU 17^e CONGRÈS

Après tant d'années, il est réconfortant de pouvoir finalement tenir le 17^e Congrès, dans le but de poursuivre sérieusement le processus amorcé au début des années 1990.

Le Congrès a un certain nombre de responsabilités pour que l'Union internationale des étudiant-e-s puisse jouir d'un avenir stable et pour renforcer la capacité de l'Union à jouer un rôle crédible et efficace au nom des étudiant-e-s.

Ces derniers mois, la question du règlement de la crise financière a suscité davantage d'intérêt et d'engagement. Nous avons élaboré, à partir des consultations et des expériences des dernières années, des propositions pour restructurer le Secrétariat exécutif, le rendre moins lourd. Cependant, pour vraiment donner un nouveau souffle à l'UIE, un plus grand nombre d'unions membres doivent jouer un rôle actif au sein de l'organisation. Ce 17^e Congrès doit faire place à la créativité, à l'imagination et à l'initiative.

Dans cet esprit, le Secrétariat exécutif encourage les unions membres présentes au 17^e Congrès à :

- Participer aux discussions nécessaires et aux échanges d'idées avec un esprit ouvert et compréhensif sans perdre de vue l'objectif qui est de régler les problèmes les plus urgents de l'UIE.
- Adopter des politiques qui donneront suite aux réformes réalisées lors du 16^e Congrès. Ces changements doivent être axés sur la simplification des structures de l'organisation pour rendre celle-ci non seulement vraiment démocratique et représentative mais également souple et rentable.
- Adopter des mesures sérieuses pour que toutes les unions membres assument la responsabilité du bien-être de l'UIE et s'acquittent de leurs obligations vis-à-vis de l'organisation. Il faut aller au-delà d'un engagement politique. La remise des cotisations en temps opportun est importante pour la santé financière de l'organisation, mais également pour l'établissement d'un mouvement vraiment syndical. Il est certainement primordial d'adopter des politiques nobles lors du Congrès, mais si les unions membres retournent chez elles en oubliant que ces politiques doivent encore devenir réalité, cet exercice sera vain.
- Élire des organisations ou des personnes non pas pour le prestige du poste mais dans un esprit de service. Les circonstances dans lesquelles l'UIE se retrouve actuellement, exigent des organisations et de leurs candidat-e-s élu-e-s qu'ils dépassent tous les petits intérêts et s'engagent à la cause de l'UIE et vis-à-vis des personnes qui leur ont donné leur confiance.

Le monde dans lequel nous vivons est très dynamique, tout comme le mouvement étudiant international. Pour continuer de bâtir un mouvement international vivant, nous devons nous montrer encore plus dynamiques, surtout en cette période de crise que traverse l'UIE. Les étudiant-e-s sont ceux et celles qui connaissent le mieux les problèmes auxquels ils sont confrontés. C'est pour cette raison que nous devons prendre au sérieux nos responsabilités à l'égard du mouvement étudiant international. Il est maintenant temps que nous prenions en main l'avenir de l'Union internationale des étudiant-e-s.